



**Maine et Loire**

## **RETRAIT du plan DARMANIN**

**FO DGFIP 49 LESYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT**

[HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://www.fo-dgfip-sd.fr/049)

☎ 02-41-74-53-04

[fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr)

## **Le Ministre DARMANIN et le DIRECTEUR LOCAL une nouvelle fois désavoués !**

Après un nombre historique de grévistes le 16 septembre (près de 54 % recensé par la Direction locale), Monsieur Derrac subit un nouveau revers !

Du 26 septembre au 2 octobre 2019, **603 agents** de la DDFIP de Maine et Loire ont signé la pétition exigeant le retrait du Plan Darmanin ! (887 emplois étaient implantés à la DDFIP 49 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 selon le rapport d'activité 2018/2019).

Cette pétition intersyndicale a été remise au Directeur en présence **de plus 130 agents** qui l'ont interpellé directement, le jeudi 3 octobre.

**67,98 % des agents présents sur cette période**, toutes catégories confondues, se sont exprimés majoritairement **CONTRE** le démantèlement de la DGFIP, **POUR** le maintien de toutes les missions, de toutes les structures (trésoreries, SIP, SIE, SPF, CDIF, services de Direction, BCR, etc.).

Sur ces quatre jours ouvrables, des collègues étaient absents et n'ont pas été en mesure de signer. Le taux aurait été alors encore plus élevé.

### **Un échec retentissant pour le Directeur local !**

**Monsieur Derrac, la réponse des agents est sans appel : NON à cette réforme !**

Monsieur le Directeur, malgré toute l'énergie déployée, vos « cours d'optimisme béat » et vos déclarations en CTL affirmant qu'élus et collègues étaient favorables à cette réforme,

**force est de constater que les agents rejettent largement le plan DARMANIN et sa déclinaison locale.**

Oui, Monsieur Derrac, les agents ont bien compris que cette réforme était nocive pour eux, les élus, la population, le service public républicain et donc la DGFIP. Ils se sont clairement exprimés contre.

Comme vous le soulignez souvent : «l'humain est une de vos principales préoccupations», alors ne restez pas sourd aux appels de quasi 70 % des agents de votre département, c'est une question de bon sens !

**Si après les rassemblements, les lettres et rencontres avec les élus,  
la grève massive du 16 septembre 2019 ,  
les pétitions, les boycotts des instances paritaires, etc...,  
les agents n'obtiennent pas satisfaction,**

**pour FORCE OUVRIERE,  
seule la grève unitaire, massive et sa reconduction s'imposeront  
pour obtenir le retrait pur et simple du plan Darmanin !**

**AGENTS de la DGFIP, TOUS UNIS POUR LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN**

CONSEILLERS AUX DÉCIDEURS LOCAUX

# CARRÉMENT DÉCONNECTÉS DU LOCAL



3 octobre 2019

La DGFIP lance une nouvelle campagne pour « apprécier la qualité des prestations assurées par la DGFIP au profit des collectivités locales en matière de conseil financier et fiscal ».

Les comptables publics SPL sont ainsi invités à adresser à leurs ordonnateurs, « lors de la présentation d'une analyse financière » un chemin d'accès permettant d'ouvrir un questionnaire.

Le hasard faisant bien les choses, c'est en effet **en pleine promotion du Nouveau Réseau de Proximité (NRP)** et de la trouvaille emblématique du « Conseiller » **que cette enquête arrive.**

L'enquête est de surcroît très restrictive puisque la notion de conseil s'y trouve circonscrite aux seules analyses financières ou simulations sur la fiscalité directe locale.

Il est aussi une **dimension trop souvent négligée du rôle de conseil** assurée par les trésoreries : le conseil de proximité, réalisé par le comptable mais aussi par les agents à destination des élus : conseil budgétaire, comptable, fiscal et financier, rectification d'une mauvaise imputation d'un titre de recette ou d'un mandat, éligibilité ou non d'une dépense à une subvention, ...

La DGFIP, éprouve subitement le besoin de connaître le degré de satisfaction des élus locaux par rapport au service rendu. C'est un comble alors que **les élus locaux, en nombre, protestent vivement contre le plan Darmanin, soutiennent les actions des personnels, sont présents dans les manifestations et votent des délibérations** pour exiger le maintien de la Trésorerie. Ces réactions des élus constituent autant d'indicateurs de satisfaction.

Pourquoi la DGFIP a-t-elle choisi de les interroger maintenant ?

Dans l'espoir de pouvoir utiliser leurs réponses pour les mettre en contradiction avec leurs actions de protestation ? Pour tenter de leur faire passer la pilule du Conseiller aux décideurs locaux (CDL) ? Pour **tenter de leur faire croire qu'on s'intéresse à ce qu'ils souhaitent et que la qualité du service serait l'objectif central de la réforme Darmanin ?**

Au contraire, le **futur Carrément Déconnecté du Local (CDL)** sera estampillé conseiller en matière noble (analyses financières, simulations fiscales etc...) mais il ne faudra pas compter sur lui pour régler le quotidien puisqu'il n'aura **pas en charge la gestion !** Que vaudront ces conseils aux assemblées délibérantes sur la gestion placée sous la responsabilité d'un comptable ? Qu'apporterait-il de plus en l'état qu'un chargé de clientèle d'un cabinet de conseil privé ?

Si le but de cette enquête était de promouvoir le CDL, c'est raté !

**F.O.-DGFIP** affirme que cette scission des missions de conseil et de gestion serait **une aberration**. Tous les acteurs de terrain (élus, comptables publics) vous le diront : **toute démarche de conseil s'appuie de façon contemporaine sur la réalisation d'actes de gestion**. C'est une séparation artificielle que la DGFIP crée qui débouchera sur une invraisemblable usine à gaz.

C'est donc pour la promouvoir que la DGFIP, contre les démonstrations de satisfactions que les élus apportent tous les jours, déploie des trésors de persuasion pour convaincre les comptables de s'y engouffrer et les collectivités d'y adhérer. **Mais que diable iraient-ils faire dans cette galère !**

ÉLUS, COMPTABLES, AGENTS :

**TOUS UNIS POUR  
LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN**